

Audience publique du 10 novembre 2010

Requête introduite par
la société à responsabilité limitée ...,
en matière de rectification matérielle d'un jugement

Vu le jugement du tribunal administratif du 13 juillet 2010, rendu dans les affaires inscrites sous les numéros 25258 et 25514 du rôle ;

Vu la requête en rectification d'une erreur matérielle du jugement précité du 13 juillet 2010, déposée au greffe du tribunal administratif le 24 août 2010 par la société à responsabilité limitée ..., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son gérant actuellement en fonctions, Monsieur ... ;

Entendu le juge rapporteur en son rapport, Monsieur ... en ses explications, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie.

Par jugement du 13 juillet 2010, inscrit sous les numéros 25258 et 25514 du rôle, le tribunal administratif déclara non fondés les recours en réformation introduits par la société à responsabilité limitée ..., désignée ci-après par « la société ... », à l'encontre de deux décisions du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le directeur », prises en matière d'impôts.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 24 août 2010, la société ... a sollicité la rectification d'une erreur matérielle qui serait contenue dans le jugement précité du 13 juillet 2010. Elle soutient à l'appui de cette demande que le tribunal aurait repris dans son jugement une erreur commise par le directeur dans l'une des décisions déférées. Ainsi, dans sa décision inscrite sous le numéro ..., le directeur se serait trompé en indiquant pour l'année 2001 des distributions cachées de bénéfices d'un montant de ... LUF, au lieu d'un montant de ... LUF.

La société ... a encore sollicité, à l'audience publique du 13 octobre 2010, la rectification d'une seconde erreur qui se serait glissée, à son avis, dans le jugement précité du 13 juillet 2010. A cet égard, la société ... soutient que le service de révision de l'administration des Contributions directes n'aurait pas pris en compte, dans son rapport ayant trait à la comparaison des fortunes, différentes sommes perçues par le gérant de la société demanderesse, de sorte que ces sommes auraient par la suite, de manière erronée, été considérées comme distributions cachées de bénéfices tant par le directeur de l'administration des Contributions directes que par le tribunal dans son jugement précité du 13 juillet 2010.

Le délégué du gouvernement fait d'abord valoir que le tribunal ne pourrait procéder qu'à la rectification d'erreurs commises par lui-même. Dès lors, la première erreur contenue, d'après la société ..., dans le jugement précité du 13 juillet 2010, ne saurait être rectifiée par

le tribunal puisqu'elle n'aurait pas été commise par lui, mais par le directeur dans l'une des décisions déferées que le tribunal n'aurait fait que citer.

Le délégué du gouvernement soutient encore que la demande en rectification d'une seconde erreur contenue dans le jugement précité du 13 juillet 2010 serait irrecevable étant donné que la procédure auprès des juridictions administratives serait essentiellement écrite et que la société ... n'aurait fait valoir sa demande que de manière orale à l'audience publique.

Ni la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ni le Nouveau Code de Procédure civile, ni aucune autre disposition légale ne contiennent des règles relatives à la rectification d'une erreur matérielle dans un jugement du tribunal administratif.

Il est admis, en l'absence de texte légal afférent, que le principe, suivant lequel le jugement dessaisit le juge, connaît des exceptions, notamment dans l'hypothèse d'une erreur matérielle ou d'une omission contenue dans le jugement prononcé¹.

Ainsi, il est constant que la rectification est légalement permise lorsque l'erreur a été commise par le tribunal lui-même et que sa rectification consiste à ne pas porter atteinte à la chose jugée, mais à faire respecter les intentions du tribunal et sa véritable décision.

La rectification du jugement peut atteindre le dispositif de celui-ci, dès l'instant où les conditions de la rectification sont réunies, et en particulier, lorsqu'il s'agit d'une erreur purement matérielle.

Dès lors, il est impossible de rectifier une erreur de droit. Le juge de la rectification ne peut jamais porter atteinte au sens et à la finalité du jugement concerné, il ne peut en modifier ni l'intégrité ni l'économie. En résumé, le juge de la rectification ne peut pas modifier les droits et obligations reconnus aux parties de la décision concernée.

Enfin, la rectification peut être opérée soit sur requête en rectification d'une partie à l'instance, soit d'office par la juridiction ayant rendu le jugement comportant l'erreur matérielle.

Le tribunal est de prime abord amené à toiser le moyen du délégué du gouvernement, suivant lequel la demande en rectification de la seconde erreur serait à déclarer irrecevable au motif qu'elle n'aurait été formulée que de manière orale à l'audience des plaidoiries.

A cet égard, il convient de relever que si le tribunal se trouve en l'espèce saisi d'une demande en rectification d'une erreur matérielle d'un jugement et que, si, tel que retenu ci-avant, ni la loi précitée du 21 juin 1999, ni le Nouveau Code de Procédure civile, ni aucune autre disposition légale ne contiennent des règles relatives à la rectification d'une erreur matérielle dans un jugement du tribunal administratif, il n'en demeure pas moins que c'est la requête en rectification qui délimite tant l'objet que les moyens avancés à l'appui de la demande et qu'un demandeur n'est pas admis à étendre ultérieurement l'objet de sa demande en rectification au-delà de l'objet concrètement défini par la requête.

¹ cf. trid. adm. 15 juin 2005, n° 16867b et n°16912b du rôle, disponible sur : www.ja.etat.lu; ainsi que Jurisclasseur « Procédure », volume 6, fasc. 510, p.9, n° 94 et suivants.

En l'espèce, la société demanderesse a concrètement délimité l'objet de sa requête à une demande en rectification d'une erreur matérielle contenue prétendument dans le jugement précité du 13 juillet 2010 et ayant trait au montant des distributions cachées retenues pour l'année 2001, de sorte qu'elle n'a pas valablement pu étendre l'objet de sa requête au-delà de l'objet déterminé par la requête, en sollicitant à l'audience publique la rectification d'une seconde erreur apparemment contenue dans le jugement précité du 13 juillet 2010. Ladite demande est partant à déclarer irrecevable.

Par ailleurs, le tribunal est amené à retenir que les conditions pour une rectification du jugement du 13 juillet 2010 ne sont pas remplies.

En effet, la première erreur alléguée par la société ..., ayant trait au montant des distributions cachées retenues pour l'année 2001, n'a pas été commise par le tribunal, mais figure dans la décision directoriale initialement déférée et citée dans son intégralité par le tribunal dans son jugement du 13 juillet 2010. Dans la mesure où, tel qu'il a été retenu ci-avant, le tribunal, saisi d'une requête en rectification d'une erreur matérielle, ne saurait redresser que les erreurs matérielles commises par lui-même, la demande en rectification d'une erreur matérielle qui serait contenue dans le jugement du 13 juillet 2010 est à rejeter.

Eu égard aux considérations qui précèdent, il y a lieu de rejeter dans son intégralité la demande en rectification d'une erreur matérielle qui serait contenue dans le jugement précité du 13 juillet 2010.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare irrecevable la demande tendant à la rectification d'une erreur matérielle qui serait contenue dans le jugement du 13 juillet 2010, inscrit sous les numéros 25258 et 25514 du rôle et ayant trait à la qualification par le tribunal administratif dans le jugement du 13 juillet 2010 de certaines sommes d'argent comme distribution cachée de bénéfices ;

rejette la demande tendant à la rectification d'une erreur matérielle qui serait contenue dans le jugement du 13 juillet 2010, inscrit sous les numéros 25258 et 25514 du rôle et ayant trait au montant des distributions cachées retenues pour l'année 2001 ;

laisse les frais à charge de la société demanderesse.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Françoise Eberhard, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 10 novembre 2010 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 11.11.2010

Le Greffier du Tribunal administratif